

LES PEUPLES AUTOCHTONES LUTTENT POUR LEUR SURVIE EN COLOMBIE

23 février 2010

Amnesty International a dénoncé mardi 23 février la multiplication des attaques contre les peuples indigènes de Colombie constatée en 2009 et le fait que nombre de ces peuples doivent lutter pour leur survie.

 <p>Les peuples indigènes sont victimes d'homicides, de disparitions forcées et d'autres violences. © Organisation nationale des indigènes de Colombie (ONIC)</p>	<p>L'organisation a condamné les mouvements de guérilla, les forces de sécurité et les paramilitaires pour ces atteintes aux droits fondamentaux, parmi lesquelles figurent notamment des homicides, des disparitions forcées, des enlèvements, des menaces, des atteintes sexuelles visant des femmes, des recrutements d'enfants soldats, des déplacements forcés et des actes de persécution à l'encontre de dirigeants autochtones.</p>
--	---

« Les peuples indigènes sont de plus en plus pris pour cible en Colombie. Ils sont en butte à des homicides et à des menaces, contraints de participer au conflit armé et chassés de leurs terres par la force. Il est temps que le gouvernement colombien prenne ses obligations au sérieux et adopte immédiatement des mesures pour protéger ces peuples. », a déclaré Marcelo Pollack, chercheur chargé de la Colombie au sein d'Amnesty International.

D'après les statistiques de l'Organisation nationale des indigènes de Colombie (ONIC), au moins 114 femmes, hommes et enfants autochtones ont été tués et des milliers déplacés de force au cours de la seule année 2009.

Amnesty International a également déploré le fait que les autorités colombiennes ouvraient rarement des enquêtes sur les crimes commis contre les peuples autochtones.

Des milliers d'autochtones ont été chassés de leurs terres, souvent parce qu'ils vivaient dans des zones d'intenses conflits militaires ou des régions riches par leur biodiversité ou leurs gisements miniers ou pétroliers. De nombreuses autres communautés, quant à elles, ne peuvent plus quitter leurs terres parce que des groupes armés ont posé des mines terrestres dans les environs.

L'acheminement des denrées et des médicaments de base est parfois bloqué par les parties au conflit, qui considèrent souvent que ces biens sont destinés à l'ennemi. Toutes les parties au conflit occupent des écoles pour les utiliser comme bases

militaires, ce qui expose les enseignants à des attaques physiques et prive les communautés indigènes de l'accès à l'éducation.

« À moins que les autorités ne prennent rapidement des mesures pour protéger les peuples autochtones de Colombie, il existe un risque réel que nombre d'entre eux ne disparaissent. », a déclaré Marcelo Pollack.

Plus de la moitié des autochtones tués en 2009 étaient des *Awás*. Ce peuple possède collectivement les terres et les rivières de la réserve autochtone de Gran Rosario, située dans la municipalité de Tumaco (département de Nariño, sud-ouest de la Colombie). Cette zone revêt une grande importance stratégique pour toutes les parties au conflit. En effet, les guérilléros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et de l'Armée de libération nationale (ELN), les groupes paramilitaires, les forces de sécurité et les trafiquants de drogue mènent tous des activités dans la région.

Le 26 août 2009, 12 *Awás*, dont six enfants et un nourrisson de huit mois, ont été tués et plusieurs autres blessés par des hommes armés portant des uniformes de l'armée et des cagoules, qui ont attaqué leur communauté à 5 heures du matin.

Parmi les personnes tuées figuraient Tulia García et ses fils. Cette femme avait été témoin du meurtre de son mari, Gonzalo Rodríguez, tué le 23 mai 2009 par des soldats ; par la suite, elle avait reçu des menaces.

À la suite de cette attaque, 300 *Awás*, dont 100 enfants, ont abandonné leur foyer, leurs biens et leurs moyens de subsistance pour se réfugier dans la ville de Tumaco. Plusieurs semaines après leur arrivée en ville, ils vivaient toujours dans des abris de fortune qu'ils avaient construits de leurs propres mains ou dormaient à la belle étoile. Ils manquaient d'eau et de nourriture et ne disposaient pas d'installations sanitaires.

Le 4 février 2009, 15 *Awás*, dont deux femmes enceintes, ont été tués par des membres des FARC dans la municipalité de Barbacoas, dans le département de Nariño.

Amnesty International a appelé toutes les parties au conflit, y compris les mouvements de guérilla et les forces de sécurité colombiennes, à respecter le droit des peuples indigènes à rester en dehors des hostilités ainsi que les territoires sur lesquelles ces peuples vivent et dont ils tirent leur subsistance. Le conflit armé qui déchire la Colombie depuis 40 ans a affecté des millions de personnes un peu partout dans le pays. Des dizaines de milliers d'entre elles ont été tuées, torturées ou soumises à des disparitions forcées. L'immense majorité des victimes sont des civils.